

LE SOIR	LA LIBRE BELGIQUE	LA CITE -	«La Wallonie»,	LE DRAPEAU ROUGE
LA DERNIERE HEURE	L'ECHO DE LA BOURSE	THE WALL STREET JOURNAL.		Le Monde
HERALD TRIBUNE.	Financial Times	LE VIF/L'EXPRESS -	Pourquoi Pas?	Bulletin
				Way press news

Δείν  
 Τύπος  
 η παράρτησή

# International

## Assouplissement de la politique d'austérité en Grèce

Le gouvernement grec appliquera en 1988 une politique salariale et fiscale «plus souple», après deux ans d'austérité, en augmentant notamment le pouvoir d'achat d'au moins 2 pour cent, a annoncé le ministre grec de l'Economie, M. Costas Simitis.

L'application de cette «nouvelle politique économique» qui prévoit également une diminution des impôts sur le revenu «ne devra cependant pas mettre en danger» le plan de stabilisation de l'économie mis en place pour deux ans en octobre 1985 et devant se terminer fin décembre 1987, a ajouté M. Simitis, en présentant les grandes lignes de la politique économique pour 1988.

Il faut comprendre que «tout n'est pas possible» et il faut «poursuivre notre effort», a dit M. Simitis en lançant notamment un appel à «la responsabilité de tous les Grecs».

Les mesures d'austérité prendront fin à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain comme l'avait annoncé en septembre dernier le Premier ministre, M. Andréas Papandréou, a-t-il confirmé. Mais, a-t-il dit, les haus-

ses de salaires devront quand même être limitées dans les secteurs public et privé. Dans le privé, les conventions collectives, mises en veilleuse en 1985, seront de nouveau en fonctionnement.

L'objectif du gouvernement est également de lutter contre la hausse des prix, a par ailleurs, souligné M. Simitis en refusant cependant de fixer un objectif chiffré en 1988, pour éviter, a-t-il dit, «des tendances inflationnistes». L'inflation prévue pour 1988 doit s'élever à 12 pour cent, contre 16 p.c. en 87.

Le ministre grec a par ailleurs indiqué que le gouvernement entend relancer graduellement l'économie, lutter contre l'économie parallèle, renforcer les investissements et augmenter la productivité. Il s'est aussi fixé comme but de ne pas

lancer d'emprunt à l'étranger en 1988.

A propos de la politique monétaire, le gouvernement «poursuivra la politique souple des taux réels appliquée en 1987», ainsi que «le glissement limité» de la drachme pour assurer la compétitivité des produits grecs.

### Augmentation du déficit budgétaire en 1988

Le projet de budget pour l'année 1988 est caractérisé par un déficit représentant 13,3% du produit intérieur brut (P.I.B.), contre 12,1% en 1987.

Les recettes (2 464 milliards de drachmes) augmentent de 20,2% par rapport au budget de 1987 et les dépenses (3 421 milliards de drachmes) de 21,3%.

### Hausses d'impôts

Dans le chapitre des recettes, les impôts directs sont en hausse de 28,8% et les impôts indirects de 16,5%. On a annoncé la mise en place d'une taxe complémentaire sur les bénéfices des entreprises et

l'augmentation des taxes sur le tabac (plus 61,8%).

### Baisse de la T.V.A.

A aussi été annoncée la diminution de 18 à 16% du coefficient de la T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée) qui couvre environ 50% de la consommation privée. Des allègements seront appliqués en 1988 pour l'impôt sur le revenu et la lutte contre la fraude fiscale sera accentuée.

L'ensemble des subventions de la Communauté européenne en 1988 sont évaluées à 391 milliards de drachmes, soit 21,2% de plus qu'en 1987.

### Dépenses

Sur le plan des dépenses, la santé, la prévoyance et la sécurité sociale se taillent la part du lion en recevant 553 milliards de drachmes (17,4% du total des dépenses), soit une augmentation de 42,6% par rapport à 87. Viennent ensuite la Défense (353 milliards/11,1%), en hausse de 23,3%, et l'éducation

(272 milliards/8,5%) qui augmente de 22,8%.

Le service de la dette publique (628 milliards), qui ne comprend pas la dette de la Défense nationale, augmentera de 1,4%. Le programme des investissements publics prévoit une augmentation de 17,5% par rapport à 1987.

### Résultats de 1987

En ce qui concerne les résultats de 1987, M. Simitis a indiqué que le déficit de la balance des paiements devrait atteindre 1,2 milliard de dollars US (contre 1,7 milliard en 1986); le déficit global du secteur public 12,5 pour cent du produit intérieur brut (contre 13,7 p.c. en 1986) et l'inflation 16 p.c., contre 16,9 p.c. l'année dernière.

Les réserves en devises disponibles s'élèvent actuellement à 2,8 milliards de dollars, contre 500 millions en mai 1986. Le chômage, a-t-il ajouté, n'a pas augmenté cette année par rapport à l'année dernière (284 000 chômeurs, en 87, ou 7,3 p.c. de la population active).